

**NOUS
SOMMES**
Montpellier

**UN NOUVEL
ESPOIR**

ENFANCE & ÉDUCATION

LES 15 ET 22 MARS 2020
[HTTPS://NOUSSOMMES.ORG](https://noussemmes.org)

NOTRE CONSTAT

Le système scolaire montpelliérain est en souffrance. Classes surchargées, matériels non disponibles, personnels non remplacés : nos enfants méritent mieux pour leur avenir.

Chaque année, au moment de la rentrée scolaire, les parents des enfants scolarisés à Montpellier constatent les mêmes problèmes, liés à une gestion chaotique de la ville. Manque de transparence sur les demandes de dérogations à la carte scolaire, mauvaise communication entre les services municipaux et ceux de l'Éducation Nationale, les raisons de ces dysfonctionnement sont nombreuses.

À la dernière rentrée scolaire, certains enfants n'ont pas pu faire leur rentrée, comme à l'école Jules Verne (Beaux Arts), Joseph Delteil (Petit Bard), qui affichent complet, obligeant les nouveaux et les nouvelles élèves à changer d'école au pied levé. Le dédoublement des classes de CP en REP et REP+ (Réseau d'Éducation Prioritaire, et REP renforcé) a lui aussi occasionné des problèmes de places dans une dizaine d'écoles, déclenchant la colère des parents de l'école Simon Bolivar (La Paillade). Ils et elles ont manifesté leur colère en organisant à l'automne une matinée d'école dans le Hall de la nouvelle Mairie.

On sait aussi que de nombreuses familles sont en attente d'une solution pour la prise en charge de leurs enfants à besoin spécifique du fait du manque de moyens et de volonté politique de favoriser l'accès des enfants en situation de handicap à l'école.

Depuis quelques années, le sous-effectif permanent des agent·es territoriaux affectés aux écoles occasionnent des mouvements de grève à répétition dans les cantines dont pâtissent les parents qui doivent s'organiser pour récupérer leurs enfants à l'heure du déjeuner. Il n'est pas normal que les parents soient obligés d'interpeller la mairie par des manifestations afin d'obtenir des remplacements d'ATSEM (Agent·e Territorial·e Spécialisé·e des Écoles Maternelles) qui durent plusieurs mois comme à l'école Madeleine Brès (Alco) en avril dernier. Les déficiences du service de la scolarité alimentent également les sous-effectifs de l'Éducation Nationale, car la mairie en communique tardivement au rectorat les chiffres des nouveaux inscrits qui conditionnent les postes enseignants.

De plus, le malaise des directeurs et des directrices d'écoles ressenti à l'échelle nationale est accentué par le manque de coordination avec les services municipaux de notre ville qui complique leur travail quotidien.

Enfin, certaines actions menées dans les écoles de nos quartiers par des associations d'éducation populaire et/ou à l'environnement souffrent du manque d'organisation avec les services municipaux, et rendent caduque la mise en place de projets sur le long terme comme des jardins potagers dans les écoles.

En parallèle à cette mauvaise gestion des écoles publiques, entre 2015 et 2019, la ville a augmenté la dotation par enfant en faveur des écoles privées sous contrat de 25,24 %, pour un coût annuel de 2,2 millions d'euros en 2019.

Nous devons reprendre en main cette gestion pour rétablir la confiance des parents et des agent·es, et agir sur les différents leviers dont dispose la municipalité afin de rendre le système plus efficace et plus juste.

Nous souhaitons concentrer nos efforts sur deux problèmes principaux qui engendrent de l'évitement vers le privé et un accroissement des inégalités : le manque de places et le manque d'attractivité des écoles publiques.

NOTRE PROJET

La ville ne doit plus subir sa croissance démographique mais l'anticiper. La politique actuelle de création de nouvelles places dans les écoles n'est pas à la hauteur des besoins actuels et futurs. Les difficultés du quotidien des écoles ne doivent pas se doubler de celles liées à une surcharge des classes.

La ville doit définir une politique de l'école par l'élaboration d'un projet socio-éducatif en lien avec les responsables et les usagers et usagères du service public éducatif pour repenser l'organisation et les moyens des services municipaux de la scolarité et renforcer le soutien aux écoles des quartiers populaires.

L'ambition de notre projet est de rétablir la confiance des parents envers le service public de l'éducation, combattre le mal être du personnel et renforcer la réussite scolaire en agissant prioritairement sur les écoles les plus en difficultés.

Les services municipaux doivent être réorganisés et dotés de moyens pour répondre aux besoins des parents, mais aussi des responsables d'écoles.

Une remise à plat concertée du service communal de l'éducation et une meilleure gestion des agent·es doit permettre la fin des grèves à répétition, reflets des dysfonctionnements actuels.

Il faut élaborer un projet éducatif de fond visant à faire de l'éducation à l'environnement et aux inégalités le socle de la politique éducative de la ville et donner les moyens aux acteurs de l'Éducation Nationale de se coordonner avec les acteurs et les actrices du périscolaire.

Afin de donner des moyens supplémentaires aux écoles publiques, il faut limiter les dépenses superflues et celles destinées au secteur privé.

LE DÉTAIL DE NOS MESURES

MIEUX ORGANISER LE SERVICE PUBLIC DE L'ÉCOLE

Décharger les directeurs et les directrices d'école

Les directeurs et les directrices des écoles gèrent de multiples tâches techniques chronophages en raison du manque de clarté actuel et de la mauvaise articulation entre les services municipaux et ceux de l'Éducation Nationale. Une révision des fiches de poste des agent·es du Service éducation de la ville et la Mission du Référent·e Technique du Groupe Scolaire (RTGS) permettra un meilleur partage des responsabilités et une coordination sans coût additionnel. En y ajoutant une meilleure gestion des demandes que les directeurs et les directrices effectuent auprès des services de la ville. Cette mesure entend libérer leur potentiel d'innovation pédagogique et leur donner du temps pour la coordination globale de l'école : cantine, périscolaire, contact avec les animateurs et animatrices, etc.

Réorganiser le service municipal de la scolarité

Le service de la scolarité est actuellement en sous-effectif par rapport à l'importance de ses responsabilités. Nous allons recruter de nouveaux agent·es et réorganiser son fonctionnement. Cela permettra de mieux gérer les inscriptions afin qu'il communique efficacement sur le nombre d'inscrit·es auprès du rectorat dans les temps imposés car c'est l'Éducation Nationale qui décide de la création de nouveaux postes. Cela permettra également de mieux répondre aux commandes et demandes de travaux des écoles.

Rendre transparente la dérogation à la carte scolaire

La dérogation à l'établissement de secteur est de la responsabilité d'une commission dont le fonctionnement est opaque et soupçonné de traitement inégal. Dès le début du mandat, nous mettront en place des mécanismes visant à garantir la transparence des décisions afin d'éviter les abus (fausses domiciliations) et le favoritisme. Pour garantir la mixité du public, il faut que les critères définis par la commission (problèmes familiaux, handicap...) soient les seuls à prévaloir.

Rendre transparente les dotations de fonctionnement par école

Afin de garantir la confiance entre la ville et ses administré·es du secteur de l'éducation, la ville entend non seulement cibler des dotations pour répondre aux manques de moyens dans certaines écoles (matériel numérique et pédagogique), mais également publier de manière lisible les dotations de fonctionnement attribuées à chaque école afin de rendre compte de sa politique.

Réorganiser les activités périscolaires à l'échelle de la ville

En assumant une véritable gestion des activités périscolaires, nous allons veiller à les améliorer dans les établissements où l'offre est pauvre en valorisant les recrutements de personnels, et en développant des liens avec le monde associatif et l'éducation populaire. Dans les autres établissements, nous allons réorganiser l'offre d'activité afin de la rendre plus lisible et mieux coordonnée avec les activités scolaires de l'Éducation Nationale.

RENDRE L'ÉCOLE PUBLIQUE PLUS ATTRACTIVE

Favoriser les classes à recrutement particulier dans les quartiers défavorisés

Dans les écoles où se concentrent des publics défavorisés, la municipalité sur demande des conseils d'école, va encourager la création de sections internationales et des classes à horaires aménagés (musique, danse, théâtre) afin d'y diversifier les publics. Pour ces nouvelles classes et les classes déjà existantes ayant des difficultés de recrutement, la ville va mobiliser sa politique internationale et culturelle en faveur de l'école en finançant par exemple des séjours à l'étranger dans les villes jumelées, des sorties culturelles, des rencontres d'artistes, etc.

Stopper l'accroissement du financement du privé

Au cours de chaque année du dernier mandat, la ville a augmenté son financement par élève des écoles privés sous contrat. Nous allons stopper cette hausse et geler la création de nouvelles écoles privées en faveur d'investissements pour répondre aux besoins des établissements publics.

Accélérer la création de nouvelles places dans les écoles

Afin de réduire les effectifs dans les écoles actuelles, nous allons élaborer un plan pour construire plus de nouvelles écoles, alors qu'il n'y en a qu'une seule par an actuellement. En limitant le coût de construction des nouvelles écoles qui répondent à une logique d'apparat et non de fonctionnalité, nous allons financer des constructions nouvelles de taille humaine (moins de 13 classes) et accélérer les travaux d'agrandissement des établissements actuels.

ADAPTER LES ACTIVITÉS PÉRISCOLAIRES AU MONDE D'AUJOURD'HUI

Sensibiliser les enfants aux enjeux environnementaux

Nous allons offrir à nos enfants un cadre de vie sain dans l'école, en y favorisant la proximité avec le vivant (potagers, façades végétalisées, sorties découvertes...) et encourager les activités périscolaires en lien avec l'environnement pour les sensibiliser aux enjeux climatiques. Il s'agit notamment d'encourager et financer les interventions d'acteurs et d'actrices de l'éducation à l'environnement dans les écoles et accueils de loisirs de la ville, et d'accompagner les équipes éducatives dans la mise en place de la

transition écologique à l'échelle des établissements (sensibilisation au tri, au compostage domestique et collectif, formation à la sobriété numérique et à l'archivage économe...).

Former les ATSEM à l'égalité filles-garçons

Cette formation va être proposée pour donner l'opportunité aux ATSEM de réfléchir sur les stéréotypes qui existent encore et pour mettre en place des mécanismes et des stratégies pour les éviter. Les stéréotypes se mettent en place souvent dans le cadre de la famille et de l'école. Les personnes en contact avec les jeunes enfants doivent être formés pour ne pas les reproduire.

MIEUX ACCUEILLIR LES JEUNES ENFANTS

Améliorer l'attribution des places en crèches

Nous proposons de mettre en place un plan global d'accroissement et de rééquilibrage territorial de l'offre de places en crèche pour réduire les délais d'attribution, dans le cadre d'un processus transparent. Nous allons augmenter le nombre de commissions d'attribution pour réduire le temps d'attente des parents, rendre transparentes les modalités d'attribution des places et garantir l'égalité de traitement.

Nous augmenterons l'offre de places en facilitant l'installation de micro crèches associatives et en intégrant les créations d'Établissements Accueil Jeune Enfant dans la politique urbaine.

En bref, notre volonté pour la ville

Un service public éducatif de qualité est un droit pour toutes et tous. Les montpelliérains et montpelliéraines ne doivent pas être obligé·es de se battre pour en bénéficier.

